ANNEXE I.8

Réflexions d'un militant Tutsi du FRODEBU à propos d'une probable "nouvelle" flambée de violences interethniques au Burundi

Mensonge, diffamation, intimidation, assassinat, tout l'arsenal de l'UPRONA est déjà en place, depuis le référendum sur la constitution reconnaissant le multipartisme, pour barrer la route au FRODEBU. Le coup d'Etat du 21 octobre 1993 n'a donc rien du hasard. Il a été froidement planifié, dès l'échec de la dernière tentative de l'UPRONA d'empêcher l'agrément de son concurrent.

Bujumbura, le 8 décembre 1992

A Son Excellence Monsieur le Président de la République du BURUNDI
à BUJUMBURA

Excellence Monsieur le Président,

Face aux risques de nouvelles explosions inter-ethniques dans ce pays, j'ai aujourd'hui l'insigne honneur de m'adresser à Votre Excellence pour Vous faire part de mes préoccupations quant à l'évolution actuelle de la vie politique.

Vos mises en garde répétées dans chaque discours depuis le 15 octobre dernier à l'endroit des partis qui véhiculent des idéologies à caractère tribaliste n'ont pas manqué de susciter des interrogations.

Jusqu'ici Vous n'avez pas pointé du doigt quels sont ces partis. Néanmoins, le discours particulièrement mensonger et incendiaire, et à la limite de nature à soulever des populations contre d'autres, prononcé ce dimanche 6 décembre à *Kayanza* et repris à la Radio ce lundi 7 décembre par Monsieur *Mayugi*, président du Parti UPRONA, à l'endroit du FRODEBU fait penser à d'aucuns que Vous viseriez Vous aussi le parti SAHWANYA-FRODEBU. Les affirmations gratuites de l'Administrateur Communal de *Bukeye* passées à la Radio ce mercredi 8 décembre, selon lesquelles le FRODEBU allait lancer le 24 novembre une guerre d'extermination des Tutsi et des Hutu Upronistes confirment par ailleurs des informations selon lesquelles le pouvoir chercherait à user des manoeuvres de diffamation et d'intimidation pour stopper l'ascension fulgurante du FRODEBU. Elles confirment également les informations selon lesquelles à la moindre attaque du PALIPEHUTU, l'occasion sera donnée à certains extrémistes de l'UPRONA d'exterminer les leaders et les militants influents du FRODEBU. Ceci est grave et nous demandons aux pays amis de suivre de près l'évolution de la situation au Burundi.

Permettez-moi, Excellence Monsieur le Président, de Vous dire en toute franchise ce que je sais et ce que je pense dans tout cela. Ce faisant, j'espère que Vous découvrirez la vérité que les personnes qui Vous donnent des informations Vous cachent certainement et à dessein.

Même si Vous Vous êtes prononcé toujours attaché au Parti UPRONA dont Vous serez sans doute le candidat aux futures élections présidentielles, j'aurais de toutes les manières de la peine à croire qu Vous cautionnez les comportements de certains Upronistes ainsi que les propos tenus par le Président du Parti UPRONA et par l'Administrateur de *Bukeye*. Si tel est le cas, ce serait extrêmement grave.

I. La première question à laquelle nous devons tâcher de répondre est celle de savoir : Quel(s) parti(s) agréé(s) véhicule(nt) des enseignements à caractère divisionniste ?

Excellence Monsieur Le Président, je vais Vous prouver que l'UPRONA en est un s'il y en a d'autres. Avant que je ne déclare publiquement que j'étais au FRODEBU, j'avais suffisamment côtoyé des Upronistes. Ce que je Vous dis ici est donc un témoignage. J'ai d'ailleurs souvent attiré l'attention du pouvoir sur cette question d'extrémisme véhiculé par des Upronistes mais apparemment il n'a jamais voulu m'écouter. D'une part, la plupart des Upronistes pour ne pas dire tous ne voulaient pas du multipartisme. C'est ce qui d'ailleurs ressortait des discours de tous les dignitaires de cette Troisième République dont le Président du Parti UPRONA qui, un jour à *Kigobe*, déclarait que la démocratie dans le multipartisme serait de l'errance. Reste évidemment à savoir s'il disait ce qu'il pensait dans son fort intérieur. Moi, je sais qu'il n'y croyait pas.

D'autre part, la plupart des Upronistes et parmi eux presque tous les Tutsi, pensaient que seuls les Hutu réclamaient le multipartisme. Ce qui était une grave erreur d'appréciation. Je l'ai suffisamment écrit dans mes articles publiés dans *L'Aube*, il n'y a que des gens de mauvaise foi pour croire que tous les Tutsi se plaisaient de la gestion monolithique du pouvoir.

C'est dans cette logique qu'en parlant du FRODEBU, des Tutsi ont toujours dit qu'il s'agissait d'un parti tribaliste exclusionniste, aile intérieure du PALIPEHUTU, etc...puisque'ils étaient toujours enfermés dans leur conviction erronée que le multipartisme c'était une préoccupation des Hutu qui cherchaient à conquérir le pouvoir.

C'est dans l'espoir de mettre fin à ces fausses rumeurs que j'ai décidé de me déclarer publiquement du FRODEBU. Et dans la suite, d'autres Tutsi suivirent toujours dans l'espoir de mettre fin aux fausses rumeurs au sujet du FRODEBU.

Apparemment, les Upronistes, des Tutsi surtout et parmi eux presque tous ceux qui sont au pouvoir (Ministres, Gouverneurs, et autres hauts fonctionnaires) furent désemparés. Et ici commença une véritable valse ethnique du côté Tutsi. Une campagne tous azimuts fut menée (et se mène encore) pour expliquer que les Tutsi adhérant au FRODEBU étaient des vendus, des traîtres, recrutés à coup d'argent.

Des intimidations de tout genre : privation d'emploi, menaces d'être battus, d'être tués, diffamation, etc... furent dirigées à leur endroit.

Partout, dans la population paysanne, au sein des magistrats, des corps de police, de l'armée, la campagne fut sérieusement orchestrée par les Upronistes, essentiellement hélas, par l'administration territoriale, celle-là même qui aujourd'hui Vous fait de faux rapports

alarmistes au sujet du FRODEBU et se livrent à des emprisonnements arbitraires et d'autres tracasseries à l'endroit de nos paisibles militants.

Ainsi le multipartisme accepté à contre-cœur s'inaugure sur fonds d'un éveil tribaliste.

Et de là, deux véritables dangers qu'il Vous faut tenir en compte rapidement pour désamorcer les risques de tensions qui se profilent à l'horizon.

1. Notre population paysanne est à majorité analphabète ou du moins peu instruite et donc facilement manipulable. Cette campagne contre le FRODEBU a fait croire au paysans Tutsi que le FRODEBU ne pourrait pas être leur parti. Tout comme elle a fait croire à beaucoup de paysans Hutu que le FRODEBU est leur parti. Ils n'y trouvent d'ailleurs aucun inconvénient dans la mesure où le message que lui livre le FRODEBU est un message de paix, d'unité et de tolérance. N'en déplaise à ceux qui pensent autrement.

Ici donc Excellence Monsieur le Président, je voudrais Vous dire que contrairement aux rapports que Vous donnent Vos services, ce ne sont pas nos propagandistes qui ont dit aux Hutu que le FRODEBU est leur parti. C'est la conséquence directe de la campagne maladroite anti-FRODEBU qu'a menée l'UPRONA.

La preuve c'est que beaucoup de Tutsi dans nos collines qui adhèrent au FRODEBU ont été recrutés par des propagandistes Hutu. Eux au moins ils ont compris ce que c'est l'unité nationale mieux que ceux qui en font une démagogie.

Mais le traumatisme règne toujours, entretenu par l'administration et certains agents du maintien de l'ordre. Les rapports qui me sont fournis à ce sujet tant par nos propagandistes Hutu que par nos propagandistes tutsi (oui je suis le responsable de la propagande) sont assez accablants.

D'une part, des Tutsi du FRODEBU même au sein des fonctionnaires publics ou des agents du secteur privé me demandent de garder leur anonymat de peur de se voir décommissionnés ou privés de leurs emplois. D'autre part, je découvre, lors des meetings que je tiens personnellement dans les communes que nos militants Hutu éprouvent encore un véritable sentiment de traumatisme: ils me disent, là où ils n'ont pas pu trouver un membre Tutsi: "même si nous approuvons les idées et le programme du FRODEBU, nous risquons la mort. Votre passage ici nous réconforte". Comprenez donc jusqu'où va leur traumatisme.

C'est pour cette raison, croyez-moi, que chaque fois dans nos meetings qu'un Tutsi se lève pour fustiger la campagne anti-FRODEBU, le seul fait de déclarer qu'il est Tutsi soulève d'énormes applaudissements et des délires presque, de soulagement. *Aho baduhendeye* [que des fois ils nous ont trompés], nous disent-ils après le meeting.

J'ai découvert combien ce peuple qu'on cherche à infantiliser et qui est soumis quotidiennement aux tracasseries de l'administration et de certains agents de l'ordre voit vraiment clair et a besoin de vivre une véritable paix et dans l'unité.

Ce qu'il lui faut pour le moment c'est lui dire la vérité sur le passé pour lui faire comprendre comment alors faire table rase de ce passé. Nous devons avoir le courage de dire à ce peuple que longtemps des Hutu et des Twa ont été marginalisés., victimes de leurs ethnies; que des Tutsi ont été traumatisés, victimes de leurs régions; par des gens qui prétendaient agir au nom d'une ethnie ou d'une région sans mandat. Ainsi nous éviterons la globalisation.

C'est ici que je n'épouse pas du tout le point de vue de Votre Gouvernement quand il qualifie nos écrits et nos discours de subversifs (*kuzura akaboze*).

Nous ne pouvons pas nous permettre de ne pas écrire et dire la vraie Histoire de notre pays sous prétexte qu'il y a des vérités à ne pas révéler. Si nous ne le faisons pas, des étrangers le feront à notre place de façon tronquée parfois. Et nos enfants nous reprocheront de ne pas leur avoir dit la vérité, ce qui pourra d'ailleurs entretenir des climats de suspicion et de rancœur. *Uwuzukira ingwara arayirata* [qui veut se guérir de sa maladie en parle]. Sa Sainteté Jean-Paul II l'a d'ailleurs dit lors de sa visite dans notre pays: Pardonner ne veut pas dire oublier le passé. Que des Tutsi s'indignent du sort réservé aux Hutu et aux Twa, et que des Hutu désapprouvent ceux qui d'entre eux cherchent à se venger en versant le sang, voilà ce qui marque une évolution positive dans les moeurs politiques burundaises et qui va sauver cette Nation. C'est en tous cas le point de vue du FRODEBU. Seulement nous n'y arriverons pas si nous ne voulons pas accepter une démocratie multipartite intégrale.

La grande faiblesse que je reproche à Votre Gouvernement, c'est d'avoir tendance à présenter tout Hutu qui ne réfléchit pas comme lui, qui n'épouse pas ses points de vue, comme un subversif éventuellement proche du PALIPEHUTU et tout Tutsi qui réfléchit autrement comme un égaré. Je n'en sais que trop. Bref il n'accepte pas d'être contrarié. Il souffre encore des vestiges du monopartisme et s'adapte difficilement au nouveau contexte pluraliste.

2. *Le deuxième danger qu'il Vous faut tenir en compte, c'est cette intoxication de l'armée et de la police orchestrée par les milieux Upronistes. Vous le savez plus que moi. Vous avez failli succomber à deux coups d'état par des militaires intoxiqués qui Vous reprochaient notamment d'avoir permis l'émergence des Hutu dans les hautes sphères de l'Etat. Cette intoxication était menée par un groupe d'extrémistes Tutsi militants de l'UPRONA. Ce sont ces mêmes extrémistes qui soulèvent l'armée et la police contre le FRODEBU.*

Nous savons très bien qu'il y a des militaires et des policiers qui sont vraiment pour une éclosion véritable du multipartisme. Mais nous sommes également inquiets de l'existence d'une frange de l'armée et de la police sérieusement intoxiquée par des civils Upronistes et qui se disent prêts à tout chambarder dès que le FRODEBU gagnerait les élections présidentielles. Certains Upronistes ne nous ont-ils pas averti que le FRODEBU aurait intérêt à se contenter d'un grand nombre de sièges au Parlement et de ne pas convoiter la magistrature suprême, que sinon nos têtes vont tomber. Notez que notre armée compte une bonne partie d'hommes à faible niveau d'instruction, donc facilement manipulables par des civils.

Le peuple Burundais vit déjà sous la hantise des attaques du PALIPEHUTU. Or, si le rêve des extrémistes anti-FRODEBU devait se réaliser, des gens seront contraints de prendre le chemin de l'exil et de se constituer en de véritables groupes armés. Cette fois là il s'agira d'une guerre non pas entre Hutu et Tutsi mais d'une guerre entre démocrates et non démocrates. Et il sera difficile d'expliquer qu monde comment le processus démocratique en cours aura dégénéré jusque là. Soyez maître du jeu, Excellence Monsieur le Président. Ou alors acceptez que nous fassions recours à des forces de l'ONU ou de l'OUA ou des puissances amies du *Burundi* avant que ne déborde le vase pour tranquilliser les uns et les autres. Ce qui vient de se passer à *Gitega* dans la nuit du 5 décembre est un signe précurseur du danger dont je parle.

Nous luttons pour une démocratie véritable, source de paix durable. Ne croyez pas à ce qu'on Vous raconte. Si le FRODEBU perd les élections de façon honnête, il acceptera dignement la défaite. S'il les gagne, il traitera très dignement ces protagonistes. Car la paix est à ce prix là.

En Vous écrivant, Vous personnellement, je cherche à tranquilliser tous ceux qui ont été trompés et manipulés. Je sais, hélas, que le peuple Burundais, et très grave, nos soit-disant intellectuels, croient beaucoup aux rumeurs et ne se donnent pas la peine de vérifier. C'est grave mais c'est ainsi.

Je peux, car je le sais . Vous assurer et assurer tout le peuple Burundais devant l'opinion internationale qui me lit en copie que le FRODEBU est un parti qui oeuvre pour la paix.

Le changement pour lequel nous luttons s'inscrit uniquement dans l'optique de l'instauration d'une démocratie pluraliste qui offre des chances égales à toutes les composantes ethniques et régionales du pays à travers des élections libres.

II. La deuxième question que nous nous posons est celle de la fiabilité des informations qui Vous sont fournies par Vos services et de la crédibilité des hommes qui sont dans ces services.

Excellence Monsieur le Président, je suis sérieusement ébloui quand je discute parfois avec certaines autorités, certains fonctionnaires, certains agents de l'ordre. Ils parlent apparemment avec conviction: d'attaque imminente du FRODEBU, de l'armée du FRODEBU, des centaines de millions de dollars du FRODEBU qui inondent le marché noir, de la radio du FRODEBU installée dans la *Kibira*, et bien d'autres histoires rocambolesques. Sans parler de ce qui se raconte au sujet de chacun des membres dirigeants du parti. Ainsi par exemple à *Rumonge*, la Sûreté et l'Administration ont passé un certain temps à effectuer des enquêtes, à interroger des gens sur une cassette - video que j'aurais tournée à *Kigwena*, cassette qui, disait-on, montrait des images où le Président du FRODEBU se tenait assis sur votre nuque. Voilà le genre de renseignements auxquels se livrent certains agents des services de sécurité.

A voir la confusion totale que ces gens font entre le FRODEBU et le PALIPEHUTU, je me dis ceci :

1. Ou bien nous avons à faire à des extrémistes irréductibles qui voient en tout Hutu un monstre.
2. Ou bien la branche irréductible du PALIPEHUTU a sérieusement infiltré les milieux Upronistes et a déjà semé la confusion totale pour fausser la piste aux services de renseignements.
3. Ou bien certains agents des services de renseignements ne sont pas à la hauteur de leurs tâches et se contentent seulement des rumeurs.

Dieu seul sait, et l'Histoire rendra hommage au FRODEBU, que nous avons joué un grand rôle pour contrer les propagandes subversives du PALIPEHUTU dans la population. Si le tort du FRODEBU est d'avoir conscientisé la population de la nécessité d'une démocratie pluraliste pour rompre avec le monopartisme réducteur, ce tort nous l'assumons entièrement.

Je l'ai écrit dans *l'Aube* n° 5, et je le répète: il est tout à fait normal qu'on trouve au sein de l'UPRONA, du FRODEBU, du RPB, du PRP, du RADDES, du PL ou de l'ANADDE, des anciens du PALIPEHUTU qui se sont convertis. Et nous devons nous en féliciter mutuellement pour avoir récupéré ces brebis égarées dans les méandres d'une philosophie tout aussi fasciste que celle qui est à l'origine de la naissance du PALIPEHUTU.

Au FRODEBU nous avons récupéré des anciens du PALIPEHUTU. A l'UPRONA il y'en a même dans les grandes instances de ce parti qui ont appartenu au PALIPEHUTU. Ce qui importe c'est que à l'UPRONA ou au FRODEBU ou dans tout autre parti agréé, nous nous rassurons qu'il n'ya pas de faux militants qui arborent les couleurs de notre parti pour prêcher une philosophie qui n'est pas nôtre en cachette. Si le Président de l'UPRONA en connaît comme il l'affirmait à *Kayanza*, il nous rendrait un grand service à nous les signaler au lieu de chercher à globaliser. Ce n'est peut-être pas surprenant qu'il les connaisse.

C'est également ici qu'il y a à déplorer sérieusement le manque de collaboration entre l'administration, les services de renseignements, d'une part et les partis d'autre part. Nous demandons à l'administration et aux services de renseignement de nous donner des cas concrets de nos militants qui pendant la nuit prêcheraient pour des groupes subversifs, hélas, nous n'en avons jamais eu un seul. Même pour les incendies qui ont ravagé des milliers d'hectares de boisement que les Upronistes attribuaient aux militants du FRODEBU, il a été prouvé qu'aucun de nos militants n'y est impliqué jusqu'à ce jour. Nous demandons à l'administration et aux services de renseignements de se défaire de ces réflexes du régime monopartiste révolu et d'apprendre à collaborer avec les nouveaux partis agréés en ce qui les concerne. Car c'est de ces nouveaux partis que vont émerger les futurs Chefs d'Etat.

Au sujet du PALIPEHUTU, puisque c'est de lui qu'il s'agit chaque fois qu'il fait insulter le FRODEBU, je tiens à rappeler mes prises de position sur la question: Il faut à tout prix trouver un forum de négociation où tous les partis déjà agréés seront représentés; car je ne crois pas du tout à l'efficacité des solutions militaires pour venir définitivement à bout du problème. Il ne faut pas non plus songer aux négociations sous la contrainte d'une guerre qu'on aurait pu éviter ou sous les pressions de l'opinion internationale.

III. Et ceci m'amène à ma troisième question : Quel est le véritable jeu des cadres Hutu militant au sein de l'UPRONA ?

Je dois, Excellence Monsieur Le Président, Vous avouer ma profonde déception à leur égard, car ils ont manqué à leur mission. Leur présence dans les hautes instances du pouvoir et du parti UPRONA étaient un atout important pour tranquilliser des Tutsi qui avaient été inquiétés par la campagne anti-FRODEBU menée par le groupe extrémiste Tutsi qui se cache derrière l'UPRONA. En effet, la plupart de ces cadres Hutu militants de l'UPRONA se connaissent bien avec les cadres Hutu militants du FRODEBU. Plus précisément c'étaient de grands amis. Ils ont pour la plupart partagé les joies et les peines. Ils savent très bien que ce ne sont pas des extrémistes. Pour des intérêts inavoués, ils ont préféré se ranger derrière le groupe extrémiste Tutsi pur faire croire à l'opinion et à Vous-même que ces gens sont des extrémistes.

Les écrits mensongers de Monsieur Charles *Mukasi* dans son journal *l'Indépendant*, le discours incendiaire du Président de l'UPRONA à *Kayanza* et à *Buganda*, les propos du Ministre *Ngeze François* et des Gouverneurs *Bitariho Raphaël*, *Kabura Gaspard*, etc... à l'endroit du FRODEBU ne font qu'alourdir le climat de méfiance déjà malsain entre les Upronistes Tutsi et les militants du FRODEBU. Il y a sérieusement lieu de s'interroger sur les mobiles profonds de ces gens pour attiser davantage la haine entre Hutu et Tutsi. La présence des Tutsi au sein du FRODEBU était une preuve supplémentaire en plus des bonnes relations qui existaient entre cadres Hutu de l'UPRONA et du FRODEBU pour rassurer tout le monde. Nous avons appris pas mal de choses sur le Ministre *Ngeze*, sur le Président du Parti UPRONA et ses calculs réels, mais nous n'avons jamais voulu les étaler au grand jour pour éviter d'attiser davantage le torchon qui brûle.

Ici aussi, Excellence Monsieur Le Président, ils Vous revient de vite calmer le jeu, car j'ai l'impression que nous nous acheminons vers un véritable imbroglio. Tout ce que je peux Vous affirmer de vive voix est qu'aucun Tutsi du FRODEBU n'a jamais senti un moindre vent d'extrémisme Hutu au sein des organes du FRODEBU. Je lance donc un défi à Monsieur *Mukasi* et au Président de l'UPRONA sur ce terrain. Il faudrait qu'ils orientent la bataille électorale sur un autre terrain plus honnête. S'ils persistent, qu'ils ne soient pas surpris de ce que nous dirons dans nos meetings pour riposter. J'espère donc que désormais Vos mises en garde de ces derniers jours vont aussi les concerner.

IV. J'en arrive donc à ma quatrième question: Que donc faire ?

Excellence Monsieur le Président. Le fait d'avoir un Gouvernement, une administration territoriale, une police d'obédience presque exclusivement Uproniste, fait que Vous recevez des informations à sens unique dénuées de toute objectivité au sujet des autres partis. Si nous Vous faisons des rapports sur le comportement de certains Gouverneurs de province, de certains Administrateurs communaux avec des exemples à l'appui, Vous seriez sans doute convaincu qu'ils Vous trompent pour masquer leurs propres fautes et leurs défaillances. Si nous pouvions Vous faire rapport sur le comportement de certains agents de la police et de la magistrature à l'égard de nos militants malgré leur neutralité supposée de part la Constitution Burundaise Vous sauriez sans doute que les autres partis ont plusieurs raisons de se plaindre. Pour ne citer qu'un exemple simple, de passage au Cercle de *Ngozi*, je trouve des fonctionnaires, des magistrats, des policiers et autres en train d'écouter une cassette radio contenant un discours prononcé par le Président de l'UPRONA. Et je trouve cela normal. Ailleurs en province de *Makamba* un de nos militants a été sommé par le Gouverneur de détruire la cassette contenant les discours des meetings du Président du FRODEBU. A *Rumonge* deux de nos militants ont été incarcérés par l'Administrateur communal pendant

deux jours et obligés de payer chacun une amende de dix mille francs pour avoir écouté dans un bistrot une cassette contenant un discours du Président du FRODEBU et des chansons du parti. Le 15 novembre le même Administrateur de Rumonge arrêtait un individu qui se promenait librement sur son vélo parce que tout simplement il avait attaché sur le guidon un fanion aux couleurs du FRODEBU. La population s'est tout de suite soulevée et a libéré par force la victime.

Comment dès lors parler de désobéissance civile pour un peuple qui en a assez des méthodes tyranniques de cette administration et de cette police? Comment ne pas comprendre qu'un peuple traumatisé, soumis au jour le jour à des emprisonnements et des amendes abusifs et arbitraires ne finisse pas par se révolter? Nous assistons aujourd'hui dans certains coins du pays à une administration plus impopulaire que celle des époques *Micombero* et *Bagaza*. Parce que tout simplement cette administration se fait des illusions qu'en terrorisant la population elle va ainsi l'empêcher d'adhérer aux autres partis. Certes nous avons un peuple passif et pacifique mais à l'allure où les tracasseries s'observent, le jour n'est pas loin où la colère explosera contre certains responsables de l'administration du territoire. Les Ligues des Droits de l'Homme n'en savent que trop.

Que faire donc? Quand les partis réclament un gouvernement et une administration territoriale de transition, les Upronistes qui ont peur de perdre leurs postes racontent que c'est par avidité du pouvoir. Or c'est sur demande insistante de nos nombreux militants. Et ces responsables Upronistes vont jusqu'à dire à la population que ceux qui réclament le gouvernement de transition cherchent à verser le sang dans ce pays. Vous vous rendez sans doute compte de la gravité de ces propos et du réflexe toujours présent à menacer de verser le sang. Et pourtant associer en cette période de transition les autres partis à l'administration du territoire et au gouvernement résoudrait pas mal de problèmes stigmatisés tout au long de cette lettre. Je suis convaincu qu'aucun administrateur, qu'aucun gouverneur ne terroriserait plus les militants d'un parti qu'il connaît être celui de son collègue de la commune ou de la province avoisinante. Ainsi on éviterait ces tensions latentes.

En conclusion, si j'ai décidé d'informer l'opinion internationale, c'est pour qu'elle sache que la propagande mensongère et malveillante menée par les tenants de l'ancien ordre contre le FRODEBU en recourant à l'arme tribaliste risque de conduire à terme à de nouvelles flambées de violence. C'est inacceptable et malhonnête que l'UPRONA fasse campagne pour interdire aux Tutsi d'adhérer au FRODEBU pour ensuite raconter que c'est un parti monoethnique, divisionniste et exclusionniste.

En tant que membre du Comité Directeur National du FRODEBU, d'ethnie Tutsi, Chargé plus précisément de la propagande et du Recrutement, je crois savoir plus que quiconque que le FRODEBU n'est pas un parti divisionniste recrutant sur base ethnique, et qu'il compte beaucoup de Tutsi dans ses rangs malgré les intimidations et les manoeuvres de corruption à l'endroit de nos membres Tutsi.

Que donc l'opinion tant nationale qu'internationale sache que l'unité nationale tant chantée risque de voler en éclats si l'UPRONA et l'Administration ne renoncent pas aux incitations à la haine ethnique et à l'arrogance.

Veillez agréer, Excellence Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.

Christian SENDEGEYA
Membre du Comité Directeur
National du Parti FRODEBU

T.C.P.I. à

- Son Excellence Monsieur Le Premier Ministre
- Madame, Monsieur le Ministre (Tous)
- Mesdames, Messieurs les Représentants du Corps Diplomatique et Consulaire
- Mesdames, Messieurs les Représentants des Organisations Internationales
- Représentants des Confessions Religieuses
- Liges des Droits de l'Homme

5

ANNEXE I.9

Déclaration du Parti Sahwanya-FRODEBU sur les accusations portées contre lui par le Président de l'UPRONA lors des meetings de Buganda (Cibitoke) et Kayanza¹

Articles mensongers, ragots, clabaudages, les plus hautes autorités de l'UPRONA n'ont reculé devant aucun moyen malhonnête et immonde pour abattre le FRODEBU. Jusqu'à obliger son Président à faire une déclaration officielle contre cette campagne nocive et bourbeuse.

Suite à des accusations graves maintes fois répétées par des responsables de l'Administration actuelle et certains dirigeants de l'UPRONA à l'endroit du Parti "SAHWANYA-FRODEBU", plus particulièrement lors des meetings de Buganda (Cibitoke) et Kayanza et de l'émission magazine de l'UPRONA du 7.12.1992, le Comité Directeur du FRODEBU a décidé de faire pour la nième fois une mise au point à l'intention de l'opinion publique désorientée à dessein par des politiciens en perte de vitesse et qui cherchent à se rattraper par un terrorisme politique évident en agitant le spectre du péril ethnique.

Avant comme après l'agrément du FRODEBU, une campagne mensongère a été orchestrée contre notre Parti dans l'unique but de décourager les citoyens burundais, de toutes les ethnies et de toutes les régions à adhérer au FRODEBU. Pour cette cause, notre Parti a été accusé de recruter ses militants dans une seule ethnie, d'être un PALIPEHUTU nouvelle formule. La division ethnique est exploitée à fond par ceux-là mêmes qui se présentent comme les champions de l'Unité.

Pourtant, comme tout homme de bonne volonté analysant objectivement les faits peut s'en rendre compte, quatre mois après son agrément les Burundais font une adhésion massive au FRODEBU, toutes ethnies confondues, sans discrimination aucune, au grand désespoir des stratèges du "divide et impera".

Nous avons cru que les nombreux articles signés Charles Mukasi dans l'hebdomadaire *L'Indépendant* et cultivant la haine ethnique contre le FRODEBU étaient le fait d'un journaliste marginal. Hélas, le Président de l'UPRONA, Monsieur Nicolas Mayugi, vient de nous montrer ce dimanche 22.11.1992 à Buganda, ce dimanche 6.12.1992 à Kayanza et ce lundi 7.12.1992 sur les antennes de la Radio nationale, qu'il a pris pour stratégie de reconquête des positions perdues par l'UPRONA, le noircissement du FRODEBU en le présentant comme un parti tribal et tribaliste, méchant, subversif, bref le diable en personne

¹ Il s'agit des meetings du 22 novembre et 6 décembre 1992. Ces accusations ont été reprises dans le Magazine du parti UPRONA le 7 décembre 1992 Respectivement les 22 novembre et 6 décembre 1992

dont tous les Barundi doivent se méfier à commencer par ceux-là mêmes que les stratèges de la division prétendent être sous ou pas représentés au sein de notre Parti.

A quoi sert ce genre de discours ? Peut-on affirmer honnêtement, et est-il judicieux de le faire, que les Bahutu ont besoin que les dirigeants de l'UPRONA leur disent dans leurs discours que le FRODEBU est un parti hutu ? Est-ce faire preuve de responsabilité et de moralité politiques quand on connaît les drames qu'a vécus ce pays, de vouloir cantonner un parti dans une ethnie avec le secret espoir que l'autre ethnie va se soulever contre ce parti ? Peut-on affirmer honnêtement que les Batutsi, dans leur grande majorité, acceptent ce double langage de l'UPRONA qui consiste à chercher, vainement du reste, à les détourner du FRODEBU, par diverses manoeuvres tout en criant que le FRODEBU opère des recrutements dans une seule ethnie ? Monsieur Nicolas Mayugi a-t-il pensé au sentiment d'indignation et de révolte provoqué par son discours incendiaire et teinté d'un tribalisme à peine voilé chez les milliers de militants hutu et tutsi du FRODEBU et même chez les honnêtes militants de son propre parti qui comprennent notre message de liberté et d'unité dans le respect mutuel, l'équité et vécu à travers une gestion démocratique, respectueuse des droits de l'homme et garant, en voie de conséquence, de la paix ? Nous en doutons.

Le Front pour la Démocratie au Burundi réaffirme son attachement aux idéaux de paix, de liberté et d'unité.

Nous appelons tous les Barundi et en premier lieu les militants du FRODEBU de toutes les ethnies à se détourner avec mépris de cette campagne divisonniste orchestrée par des adversaires visiblement en mal d'arguments politiques.

Nous appelons le Président de l'UPRONA à être plus élevé, à éviter cette argumentation dangereuse du péril ethnique dont il sait parfaitement les ravages malheureux qu'elle a causés dans ce pays. Nous devons tous chercher à panser les plaies de ce pays plutôt que les raviver. Nous devons surtout éviter de faire dire à nos adversaires politiques le langage qu'ils réprouvent mais dont nous aimerions qu'ils se délectent pour qu'ils nous facilitent la tâche de les combattre. Plus concrètement, il faut que certains dirigeants de l'UPRONA cessent d'accoler au FRODEBU une étiquette ethnique aux seules fins de le fragiliser pour mieux le combattre.

Le FRODEBU est conscient que des réflexes et attitudes ethniques se rencontrent dans ce pays. Aucun parti politique n'en a cependant le triste monopole. Le mal est diffus dans la société et plutôt que chercher à enlever la paille dans l'oeil de l'adversaire politique, chaque parti doit balayer devant sa propre porte.

Plus particulièrement, il est choquant et même indécent que ce soit l'UPRONA sous le règne duquel le tissu social s'est si dramatiquement détérioré depuis trente ans qui nous fasse des leçons sur le patriotisme et l'unité des Barundi. La pudeur exigerait que ce parti se fasse discret sur la question à défaut de se faire oublier à moins que l'on ne veuille nous amener à faire le grand déballage historique pourtant tant redouté par bon nombre d'upronistes.

Nous nous interrogeons du reste que ce soit au moment que le Président de l'UPRONA venait de prononcer son discours incendiaire de Kayanza que des scènes de violence visant des militants du FRODEBU ont été observées à Gitega et à Buyengero (province Bururi) dans la soirée du 6.12.1992. En ce moment, nous attendons que les enquêtes en cours se

terminent pour décèler les véritables mobiles de ces scènes dont la coïncidence avec le discours du Président de l'UPRONA est vraiment troublante.

Pour notre part, nous rassurons le peuple burundais et tous les partenaires politiques, sociaux et moraux ainsi que les amis étrangers du Burundi que nous ne laisserons jamais compromettre la voie pacifique, juste et équitable pour résoudre les nombreux problèmes auxquels notre pays est confronté; plus particulièrement ceux relatifs à une transition démocratique qui doit être la plus douce possible. Nous associerons nos efforts, comme cela l'est déjà, avec tous les hommes de bonne volonté qui acceptent et s'engagent dans cette voie.

D'après le Président de l'UPRONA, le FRODEBU userait, en plus du péché tribal, du mensonge pour recruter et convaincre ses adhérents. Pour preuve, a-t-il ajouté, le FRODEBU prétendrait que le Président de la République, le Major Pierre Buyoya, le Premier Ministre Adrien Sibomana, le Président de l'UPRONA, Nicolas Mayugi sont membres de notre Parti.

Une telle accusation frise le ridicule. Monsieur Mayugi croit-il sincèrement que les dirigeants du FRODEBU sont si naïfs au point de se faire chapeauter dans leur lutte par la haute direction du parti concurrent, l'UPRONA ?

De quelle stratégie politique procéderait cette logique de monter un piédestal à des concurrents politiques dont l'engagement pour l'UPRONA est sans conteste ?

Si Monsieur Nicolas Mayugi s'inquiète des tracts de ces derniers jours, visiblement en provenance des milieux upronistes hostiles au Président de ce parti et qui le donnent pour membre fondateur du FRODEBU, eh bien qu'il se tranquillise. Nous allons l'aider à faire taire ses concurrents au sein de l'UPRONA. Les fondateurs du FRODEBU connaissent très bien Monsieur Nicolas Mayugi mais ils n'ont jamais approché ce monsieur pour la simple raison que son engagement politique, hormis les jérémiades des aigris, date de son entrée au Gouvernement UPRONA. Sa première sortie politique en 1989 laquelle lui a valu d'être nommé au poste de Secrétaire Général de l'UPRONA a été remarquée par cette phrase singulière que l'Histoire retiendra de ce personnage: "la démocratie pluraliste n'est qu'errance de la démocratie" !

On le voit: notre parti n'a certainement pas besoin que ce personnage bien connu soit confondu à un militant du FRODEBU ; Il ne l'a jamais été et peut-être qu'il ne le sera jamais. Quant au Président Buyoya; il est piquant que monsieur Mayugi, dans la même déclaration, nous affirme tour à tour que nous insultons le Chef de l'Etat tout en enseignant qu'il serait membre du FRODEBU ! Cela s'appelle des courts-circuits dans le raisonnement.

Le président Buyoya est uproniste et il l'affiche même, il en est fier et tant mieux pour lui.

Que Monsieur Mayugi se tranquillise donc. Le FRODEBU n'empruntera pas à l'UPRONA son candidat aux présidentielles !

Et le Premier Ministre Sibomana est-il membre du FRODEBU ? A ce que nous sachions, il n'a jamais manifesté le moindre désir de se départir de son parti: l'UPRONA et le FRODEBU n'a pas davantage intérêt à faire la promotion d'un uproniste sous une fausse étiquette FRODEBU.

Il est franchement dommage que nous soyons obligés de descendre dans les ragots des bistrots de Bujumbura pour démentir des affirmations pourtant qui prêteraient à sourire dans d'autres circonstances. Mais le Président de l'UPRONA nous a-t-il donné le choix quand il ose affirmer à la radio que nous sommes en manque de personnalités à promouvoir et à proposer au peuple burundais pour la direction de ce pays? Que de mépris tout ça !

Le Président de l'UPRONA nous assène un troisième péché: le FRODEBU insulterait les autorités à commencer par le Chef de l'Etat, prônerait la désobéissance civile et révolterait les populations.

Le Président de l'UPRONA doit savoir que les temps ont changé. Le temps du monolithisme politique, de la glorification voire déification des autorités politiques et administratives est bel et bien révolu.

Le FRODEBU n'insulte pas les autorités. Il use de son droit de critique. Aucune autorité ne sera à l'abri de notre regard critique et tant pis pour les susceptibilités de certains. Celles parmi les autoirte qui ont peur du feu de la critique pluraliste n'ont qu'à déposer rapidement le tablier; le jeu politique pluraliste a horreur de tels hommes.

C'est par la critique serrée que nous allons élever le débat dans ce pays, que nous rendrons les administratifs plus humains, plus attentifs aux droits de l'homme, plus attentifs à leurs devoirs et obligations.

D'autre part, il faut que toute l'administration, du Chef de l'Etat au chef de colline qui est totalement UPRONA comprenne que cela n'arrange pas les choses. Cette situation engendre indubitablement des conflits entre des administratifs qui veulent à tout prix faire gagner l'UPRONA et des opposants qui estiment que cette situation n'augure pas d'une compétition loyale. C'est la raison pour laquelle nous réclamons toujours un Gouvernement et une Administration de Transition négociés entre tous les partenaires politiques.

En conclusion, le FRODEBU appelle le Président de l'UPRONA à plus de responsabilité et plus d'humanité à l'égard de ce peuple tant de fois plongé dans des tragédies à cause des calculs égoïstes et des stratégies divisionnistes dont nous devrions aujourd'hui avoir honte.

Le FRODEBU appelle tous les Burundi à se dépasser, à vaincre l'esprit tribal, à embrasser la lutte politique sans complexe.

Le FRODEBU appelle particulièrement les citoyens de ce pays à faire échec à la stratégie divisionniste prêchée par le Président de l'UPRONA en adhérant massivement à notre parti.

Hutu, Tutsi, Twa, montrez à l'UPRONA que vous avez compris que le Burundi doit marcher sur de nouveaux rails.

Soutenez-vous mutuellement au sein du FRODEBU, faites prévaloir les nouvelles valeurs de liberté, d'équité et d'égalité. Soyez-en convaincus, le courant FRODEBU est irréversible et invincible. L'Histoire est avec nous, l'Histoire est avec le changement et non avec le statu quo.

NOus terminons en invitant le Président de l'UPRONA à accepter un débat télévisé et radiodiffusé en français et en kirundi avec le Président du FRODEBU sur l'ensemble des **accu**sations portées par le pouvoir UPRONA à l'endroit du FRODEBU pour que le peuple **ju**ge en connaissance de cause.

Fait à Bujumbura le 9.12.1992

Pour le Comité Directeur National du Parti "SAHWANYA-FRODEBU"

Melchior NDADAYE
Président

ANNEXE I.10

Nul ne peut nous arracher notre victoire¹.

Après la première tentative sérieuse du Coup d'Etat contre Son Excellence Melchior NDADAYE le Président a.i. du Parti . M. Sylvestre NTIBANTUNGANYA a tenu à rappeler que la démocratie gagnée après tant de batailles ne peut être remise en cause.

Barundi Barundikazi, Nziraguhemuka mwese²,

Kw'igenekerezo rya mbere ukwezi kwa Ruheshi 1993, mwaritoreye umukuru w'igihugu mushasha, umushingantahe NDANDAYE Melchior. Ejo bundi ku wa 29 Ruheshi mwarongeye muritorera abashingantahe n'abapfasoni bazobaserukira mu Nama Nshingamateka.

Ivyo vyose mwabikoze mu mahoro n'umutekano, mwisunze ukuri n'ubupfasoni vyamye biranga Abarundi. Vyateye iteka igihugu cacu na twebwe Abarundi twese; mbere n'abanyamahanga ubu barata amacumu baravye ingene igihugu cacu cashikiriye demokarasi mu mahoro n'umutekano.

Kw'izina ry'umugambwe wacu SAHWANYA-FRODEBU turashaka kubashimira kw'ishaka mwaraye mwerekanye ryo guharanira no gutsimbataza demokarasi mu Burundi bwacu. Ntitworeka kandi kubashimira ku mwizero mwatweretse mu gutora abashingantahe n'abapfasoni benshi bo mu mugambwe wacu ngo bazobaserukire mu Nama Nshimagamateka. Turabemereye ko tutazobatetera kandi ko tuzokwama dukora uko dushoboye kwose kugira ngo demokarasi mwaraye mwitoye ikomere, isage isagambe.

Iyi demokarasi Abarundi benshi baharaniye kandi bagatsindira, si iy'ubwoko, si iy'intara, si iy'umunyango. Si kandi iy'umugambwe umwe gusa. Ni demokarasi y'Abarundi bose, ni demokarasi y'Uburundi n'ababubamwo bose. Nabo yoba iteye ubwoba bakwiye kumenya ko izobabera urukiza, ikabafasha gutsinda no gukira ubwoba boba bafise.

Barundi Barundikazi, Nziraguhemuka mwese,

Muhejeje kwumva ivyaraye bibaye muri iri joro. Ivyo vyerekana koko ko hari uturwi tw'abantu batarategera ico arico demokarasi kuko baza bashaka kuvuguruza Abarundi bo baraye bitoreye abazobarongora n'abazobaserukira. Ico tubivuzeko coco ni uko atawuvuguruza igihugu. Abo bantu rero n'aboba babashigikiye bakwiye gutahura, kandi

¹ Message de Monsieur NTIBANTUNGANYA Sylvestre suite au putsch manqué du 2-3.Juillet 1993 contre le Président élu, Son Excellence Melchior NDADAYE

² Ijambo ryashikirijwe n'umushingantahe NTIBANTUNGANYA Sylvestre, kw'igenekerezo rya 3 Mukakaro inyuma y'aho akagwi k'abasirikare gashakiye gutera ingoro y'Umukuru w'igihugu, Nyenicubahiro NDADAYE Melchior yari amaze kwitorerwa n'abarundi, Bujumbura igenekerezo rya 3 Mukakaro 1994.

dusavye ko Abarundi bobitegera. Bakwiye gutahura rero ko abo bantu batavugira Abatutsi, Abahutu, Abatwa canke intara iyi n'iyi. **BENE ABO BANTU NI INKORABARA**

Nico gituma dusavye Abarundi bose ko batajijishwa. Birinde amohe, bategere ko kazoza k'Abarundi karaba bose. Dusavye inziraguhemuka n'Abarundi bose ibi bikwirikira:

Icambere : Kwitonda ntihagire abajana nyabahururu ngo bagwe mu mitego yabo batarumva demokarasi. Inziraguhemuka aho iri hose yame itohoza ibintu yisunze indongozi z'ubugambwe zikwirikirana neza ivy'igihugu kandi zizokwama zibaha inkuru y'imvaho

Icakabiri : Inziraguhemuka n'Abarundi bose bakwiye gufatanya n'abashinzwe umutekano kugira ngo ntihagire abaduca muryahumye ngo bambure Uburundi intsinzi bwaraye buronse.

Turangije dushyira kubibutsa ko ata Murundi azokwemerako iyo ntsinzi hagira uwuyisubiza inyuma. Ni intsinzi y'Uburundi, ni intsinzi y' Abarundi. Ushaka kuyinigira mu menshi ni uwudakunda Uburundi n'Abarundi kandi nabo ntibashobora kwemera kwama basubira inyuma nk'ibirenge.

Ico dusavye ni uko inzego zibishinzwe zotohoza ibintu uko vyagenze. Abarundi bagashikirizwa inkuru y'imvaho hanyuma hagakora ubutungane. Turabashimiye.

Imana ikingire Uburundi n'Abarundi
Amahoro asasagare
Uburundi bwacu ibukomeze, busage busagambe.

Sylvestre NTIBANTUNGANYA

ANNEXE I.9 bis

Chers compatriotes. Vous tous militants de notre parti,

Le 1er Juin 1993 vous avez élu démocratiquement un nouveau président de la République, en la personne de Son Excellence Monsieur *Ndadaye* Melchior. Et dernièrement le 29 juin vous avez élu les hommes et les femmes qui vous représenteront à l'assemblée Nationale comme députés. Toutes ces élections se sont déroulées dans la paix et la tranquillité, dans la vérité et le respect qui on toujours caractérisé les Burundais. Ce geste a fait honneur à notre pays et tous les Burundais. Même l'opinion internationale s'est pâmée d'admiration devant l'accession de notre pays à la démocratie dans la paix et la sérénité.

Au nom de notre parti SAHWANYA-FRODEBU, je tiens à vous féliciter pour ce geste qui vous honore de rechercher et de consolider la démocratie dans notre pays. Je m'en voudrais également de ne pas vous remercier pour la confiance que vous nous avez témoignée en élisant comme députés beaucoup d'hommes et de femmes de notre parti. Je vous promets que nous ne vous décevrons jamais et que nous ferons tout notre possible pour que la démocratie que vous avez mise en route se consolide et devienne réalité.

Cette démocratie pour la quelle beaucoup de Burundais-ont lutté jusqu'à la victoire n'est pas l'apanage d'une ethnie, d'une région, d'un clan. Elle n'est même pas l'apanage d'un seul parti politique. C'est la démocratie de tous les Burundais, de tout le Burundi et de tous ses habitants. Même ceux qui auraient perçu en elle un danger doivent se convaincre qu'elle sera leur salut et les aidera à guerir et surmonter leur peur.

Chers compatriotes,

Vous tous militants de notre parti,

Vous venez d'apprendre les événements qui se sont déroulés cette nuit. Ces faits montrent clairement qu'il existe chez nous quelques groupuscules d'individus qui n'ont pas encore compris le sens de la démocratie, puisqu'ils cherchent à remettre en question la décision souveraine du peuple burundais qui vient de se choisir ses dirigeants et ses représentants. Tout ce que nous pouvons affirmer c'est que personne ne peut remettre en cause le choix de tout un peuple. Que ces gens qui ont tenté de le faire, ainsi que leurs commanditaires, comprennent que leur aventure ne sert les intérêts de personne; ni des Tutsi, ni des Hutu, ni des Twa, ni de quelque région. *Ce ne sont que des criminels.*

Aussi demandons-nous à tous les Burundais de ne pas se laisser abuser. Qu'ils ne tombent pas dans des pièges, qu'ils comprennent que l'avenir des Burundais concerne chaque citoyen. Je demande aux militants de notre parti, et à tous les Burundais ce qui suit :

- D'être très vigilants pour que personne ne se laisse égarer et ne tombe dans les pièges tendus par les individus qui n'ont pas encore compris ce qu'est la démocratie. Chaque militant de notre parti doit s'informer convenablement auprès des dirigeants du parti qui suivent de très près l'évolution du pays. Ceux-ci l'informeront correctement.
- De collaborer avec les forces de l'ordre pour que personne ne trompe notre vigilance et vole au Burundi la victoire qu'il vient d'arracher.

En terminant je voudrais vous rappeler qu'aucun Burundais n'acceptera que notre victoire soit remise en cause. C'est la victoire du Burundi, la victoire de tous les Burundais. Tout individu cherchant à étouffer dans l'oeuf notre démocratie est un ennemi du Burundi et des Burundais et ceux-ci n'accepteront jamais de repartir chaque fois à zéro.

Je demande que les services chargés des enquêtes fassent toute la lumière sur cette affaire, en informent correctement les Burundais et que la justice fasse son travail

Je vous remercie:

Que Dieu protège le Burundi et les Burundais.

Que la paix règne.

Que notre Burundi soit digne, fier et prospère.

ANNEXE II.1

Memorandum des partis d'opposition sur l'organisation et la gestion de la transition

Pour que le multipartisme aboutisse à bon port il est nécessaire que le parti au pouvoir n'assure pas seul la transition. Il doit associer ses partenaires grâce à la mise en place de structures capables d'éviter toute friction et un programme gouvernemental axé sur les grands problèmes de l'heure.

I. Préambule

01. Nous soussignés, Présidents des Formations Politiques agréées;
02. Déterminés à oeuvrer pour l'instauration et l'exercice d'une véritable démocratie au Burundi;
03. Mûs par la ferme volonté de concrétiser les aspirations légitimes du peuple burundais à vivre libre, dans la paix et la concorde nationale;
04. Convaincus que la justice, l'équité, l'égalité et la réconciliation nationale constituent un préalable à l'édification d'une société unitaire et véritablement démocratique;
05. Considérant les récents entretiens auxquels les Partis agréés ont été conviés respectivement par Son Excellence le Président de la République et le Premier Ministre;
06. Après l'examen minutieux de la situation politique qui prévaut dans notre pays en rapport avec la démocratisation;
07. Avons pris l'initiative d'adresser le présent Mémoire à la plus Haute Autorité de la République du Burundi pour exiger la mise sur pied d'un cadre institutionnalisé, regroupant les représentants du pouvoir et des Formations Politiques qui inviteraient, suivant la nécessité des corps socio-professionnels influents et représentatifs en vue de négocier les grandes orientations et décisions devant guider l'organisation et la gestion d'une transition harmonieuse vers des institutions démocratiques.

II. Rappel des faits saillants

08. Depuis l'accession de notre pays à l'indépendance le 01.07.1962, précédée de l'assassinat du Prince Louis Rwagasore une année plus tôt, le Burundi est confronté à de multiples crises socio-politiques. Devenues quasi chroniques, ces dernières se caractérisent très souvent par d'énormes pertes en vies humaines pour la plupart innocentes.
09. Cependant, nous assistons actuellement à une formidable prise de conscience de toutes les couches de la population qui est entrain d'amorcer une mutation socio-politique d'une profondeur sans précédent, mutation justement perçue de toute évidence comme irréversible.

- 10- Par ailleurs, le Régime en place s'est trouvé contraint, à l'instar d'autres Etats Africains, a manifester des velléités de restauration des principes et libertés démocratiques, suite à la fin de la guerre froide et aux recommandations pertinentes des pays développés exigeant l'instauration et la pratique d'une démocratie véritable en Afrique en échange de l'aide au développement.
- 11- Aussi, des débats furent-ils organisés à travers tout le pays sous la houlette du Parti Unique UPRONA, selon sa philosophie politique propre, les autres sensibilités politiques étant exclues.
- 12- Des le début du débat sur la question de l'unité nationale, des voix se sont élevées pour suggérer l'abrogation de l'Arrêté-Loi instituant l'UPRONA comme Parti Unique et la reconnaissance d'autres formations politiques, afin que la démocratie sans laquelle il ne peut y avoir d'unité véritable, soit l'affaire de toutes les sensibilités et de tous les courants socio-politiques.
- 13- Ces voix, systématiquement étouffées, préconisaient qu'il était légitime de la part des sensibilités politiques de revendiquer leur participation a la confection des principaux instruments de démocratisation du pays, dont l'élaboration de la constitution et du calendrier politique, du Code Electoral et la mise sur pied d'un gouvernement de transition.
- 14- Le pouvoir refusa ainsi tout dialogue et la moindre concession à tous ceux qui proposaient que le projet de Constitution, les lois d'applications sur les Partis Politiques et les libertés publiques soient discutés dans un cadre réellement pluraliste, alors que des l'abord il était entendu que notre Constitution devrait consacrer le multipartisme.
- 15- Dès lors, des lois restrictives dont celles sur les Partis, sur les manifestations publiques, sur la Presse, sur les Associations sans But Lucratif ont également été adoptées par le Gouvernement UPRONA, en dehors de tout débat public. Elles constituent l'arsenal politico-juridique opposé aux citoyens, aux associations et aux Partis réclamant plus de liberté et de démocratie.
- 16- Malgré la promulgation de la Constitution, le Régime s'empessa de mettre en place un Gouvernement 100% UPRONA avant d'édicter une loi sur les Partis, s'assurant ainsi une solide mainmise sur les procédures d'agrément desdits Partis.
- 17- Aussi, les difficultés rencontrées par les Partis lors de leur agrément et les blocages qui continuent d'entraver leur fonctionnement résultent de cet accaparement du pouvoir par un Gouvernement de monopartisans purs et durs.

III. Situation politique actuelle

- 17bis En dépit de l'adoption des textes fondamentaux élaborés par le Régime monopartite soutenu par des dithyrambes endormant la population, la gestion actuelle du processus de démocratisation en cours laisse apparaître des signes évidents de contradiction, de refus d'un dialogue franc et surtout de la persistance de réflexes monopartisans qui risquent d'hypothéquer tous les efforts jusqu'ici entrepris par le peuple burundais pour restaurer la paix, le développement et les libertés fondamentales dans notre pays.
- 18- Il est inadmissible qu'un Régime qui se dit démocratique puisse mener le jeu en l'absence de toute concertation avec les autres formations politiques monopolisant ainsi la prise de décisions intéressant toute la nation. Il y a lieu de citer a titre d'illustration la mise sur pied du Conseil National de Sécurité. Un tel comportement est manifestement antidémocratique et en contradiction flagrante avec la Déclaration du Président de la République du 10/01/1992 qui affirmait entre autres sa volonté d'associer les Partis Politiques aux grandes décisions durant la période de transition.

19. Tant que le Gouvernement issu du monopartisme sera le seul à gérer la période de transition, le Burundi ne connaîtra qu'une démocratie de façade, vidée de sa substance. En effet, nous constatons que des esprits anachroniques opérant au sein du pouvoir usent de manoeuvres déloyales pour continuer à combattre toute idée de changement.
20. Selon la propagande des monopartisans au pouvoir, la transition serait une période de chaos durant laquelle personne n'aurait la maîtrise de la situation, les Partis Politiques n'ayant d'autre souci que la répartition des porte-feuilles ministériels au rythme de la naissance de nouveaux Partis.
En présentant l'idée d'un Gouvernement de transition comme une voie certaine d'insécurité, le Pouvoir en place se comporte aux yeux des politiciens avisés comme un nostalgique des régimes anachroniques qui ont sacrifié l'intérêt national au profit de visées personnelles et sectaires.
21. Quelle que soit l'argumentation avancée par le Pouvoir en place sur cette question précise, on doit affirmer sans ambages qu'il s'agit d'un procès d'intention qui n'a d'autre effet que d'exacerber les passions et d'annihiler tout effort de cohabitation pacifique entre le Pouvoir et l'Opposition.
22. Au Burundi, la transition doit s'entendre comme une période durant laquelle le Chef de l'Etat, seul organe constitutionnel qualifié met sur pied, avec le concours et la collaboration des Partis Politiques, des structures de nature à assurer le passage le plus harmonieux possible du régime monopartisan aux Institutions démocratiques.
23. En réalité, un Gouvernement de transition constitue une voie sûre et incontournable qui conduira à l'instauration d'un nouveau système répondant aux préoccupations nationales étant donné sa mission principale consistant à exécuter un programme issu des négociations de toutes les Formations Politiques agréées.
24. Il est par conséquent impératif que le Pouvoir se ressaisisse et accepte d'engager des négociations avec les Partis d'Opposition dans un cadre institutionnalisé duquel se dégagent entre autres un Gouvernement de transition et de nouvelles structures qui nous conduiront vers des élections libres et justes. Les Partis signataires souhaitent discuter avec le Chef de l'Etat des modalités pratiques de telles négociations.
25. Les structures proposées sont :
 - un forum de négociation entre le Pouvoir et les Partis Politiques d'opposition;
 - le Gouvernement de transition;
 - un conseil national de conciliation;
 - le conseil de l'Unité Nationale;
 - le conseil National de Sécurité;
 - le conseil National de la Communication.
26. Il importe toutefois de préciser que le formateur du Gouvernement de transition devra sortir des rangs de l'Opposition et ce, pour éviter que la Présidence de la République et la Primature ne soient exclusivement dirigées par des personnalités issues d'une même formation politique durant cette période transitoire.

IV. Tâches prioritaires

27. Le forum qui sera institué par le Chef de l'Etat, aura entre autres tâches l'élaboration d'un programme commun qui sera exécuté par le Gouvernement de transition;
28. Les principaux points de ce programme sont les suivants:
 - mise au point d'un calendrier politique actualisé;
 - définition d'un code de conduite des agents de l'administration territoriale;
 - révision de la législation qui bloque l'éclosion de la démocratie;

- programme d'intégration des corps de défense et de sécurité dans le processus de démocratisation;
 - gestion du système judiciaire de manière à garantir la neutralité et l'indépendance effective de la magistrature pendant la période de transition;
 - réexamen de la politique de rapatriement des réfugiés et du code des nationalités;
 - élaboration du code et lois électoraux conformes au multipartisme;
 - évaluation des biens de l'UPRONA en vue de restituer à qui de droit ceux qui ne lui appartiennent pas;
 - règlement de la question des prisonniers politiques et des prisonniers en détention préventive;
 - définition d'un code de conduite des Partis Politiques;
 - définition des postes politiques et administratifs;
 - réorganisation du domaine de la communication;
 - financement des Partis Politiques.
29. Les tâches prioritaires dont les grandes orientations seront déterminées par ce forum seront plus amplement définies par des commissions ad hoc.
30. En conclusion, la situation socio-politique du pays appelle des changements urgents et immédiats en vue de juguler les tares et les erreurs accumulées des années durant par un Pouvoir monopartisan. Tout blocage n'aboutirait donc qu'à une situation incontrôlable dont les conséquences seraient inévitablement imputables au Régime actuel.

Fait à Bujumbura, le 20 octobre 1992

- Pour:
- Le Parti pour la Réconciliation du Peuple (P.R.P)
François MBESHERUBUSA
 - Le Front pour la Démocratie au Burundi (FRODEBU)
Melchior NDADAYÉ
 - Le Parti du Peuple (P.P.I)
Schadrack NIYONKURU
 - Le Rassemblement du Peuple Burundais (R.P.B.)
Ernest KABUSHEMEYE
 - Alliance Nationale pour le Droit et le Développement (ANADDE)
Jean KABURA